

Séance de sensibilisation à la prévention du radicalisme du 16 janvier 2017

Synthèse des interventions et notes

1. Déborah Dewulf

Les événements dramatiques survenus en France et en Belgique ont conduit les gouvernements à prendre des dispositions dont le Plan wallon de lutte contre le radicalisme qui s'articule autour de 3 axes : coordination – prévention – détection.

Un réseau de correspondants « radicalisme » a été également mis en place au sein de l'administration wallonne et dans les OIP.

Le Gouvernement wallon a aussi décidé d'un recentrage des PCS sur la lutte contre la pauvreté et de dégager des moyens supplémentaires pour permettre de développer des actions spécifiques de lutte contre le radicalisme dans les communes qui disposent d'un PCS.

Des projets supracommunaux, de sensibilisation ou des collaborations avec les zones de Police ont été proposés. Après analyse, 24 projets ont été retenus pour l'appel à projet 2016.

2. Philippe Brogniet (Powerpoint disponible)

L'adhésion des jeunes au Djihad puis le départ de certains, les menaces terroristes et les attentats ont créé des tensions dans la population qui menacent la cohésion sociale locale.

Les causes de la dérive personnelle sont multiples : le mal-être, la crise identitaire, le sentiment d'être soi-même une victime, ...

La Police apporte une réponse au niveau fédéral, les entités fédérées agissent, elles, sur d'autres plans comme la non-discrimination, l'égalité des chances, ...

Une plate-forme interfédérale rassemble une task-force à laquelle participe la Wallonie et un benchmarking a été réalisé par WBI.

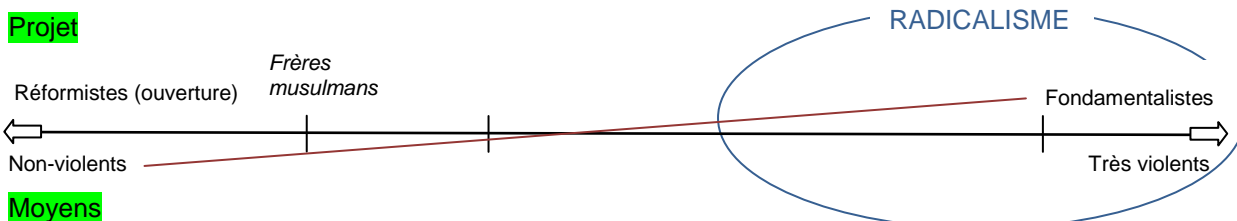
Une formation qui fait actuellement l'objet d'un appel d'offres conjoint CFWB/Wallonie va être organisée en 2017.

3. Alain Grignard

Le phénomène de l'Islam radical n'est pas nouveau en Belgique, on l'évoque déjà en 1997. C'est donc un phénomène ancien mais que personne n'a anticipé. L'islamisme est une lecture politique d'un texte religieux.

Au 7^{ème} siècle, un prophète propage une nouvelle religion qui ne sépare pas le politique du religieux (la laïcité n'existe pas) et qui permet de donner une solution à chaque problème : Dieu. Au 19^{ème} siècle, les pays musulmans ont perdu beaucoup de leur pouvoir (colonies) et de leur prestige. Le déclin est expliqué par un éloignement trop grand avec les dogmes ancestraux de l'Islam ...

Sur une ligne de force on peut mettre en rapport le projet de société (Islam progressiste et ouvert/Islam fondamentaliste salafiste) et le niveau de contrainte pour y parvenir (moyens non-violents/radicalisme total : le monde doit s'adapter à l'Islam).



Fondamentalistes ou Salafistes = imitation stérile : le monde doit s'adapter à l'Islam du Prophète.
Réformistes = l'Islam doit s'adapter au monde actuel.

La difficulté, c'est que tous les cas de figure coexistent dans la pratique de l'Islam et que chaque cas est la composante de 3 éléments : une personne > avec un produit > dans un contexte.

Dans 90% des départs des jeunes en Syrie, on observe une méconnaissance de la religion et de la langue (fascination). Il s'agit d'une révolte contre la société, d'une culture de haine avec une logique de bande.

« On fonctionne aujourd'hui plus avec ses hormones qu'avec ses neurones ! Or, c'est le contraire qu'il faut faire ! ».

La solution sécuritaire ne sera pas un rempart, il faut d'abord soigner les liens sociaux dans une société malade.

4. Patrick Liebermann et Sabine Riguel

La Fédération Wallonie-Bruxelles a créé un réseau de prise en charge du radicalisme et de l'extrémisme en janvier 2016.

D'autre part, le Gouvernement de la FWB a alloué des moyens à l'Enseignement, pour sensibiliser les enseignants, et à l'Aide à la jeunesse pour pouvoir réagir lors de situations inquiétantes.

Il existe également des services administratifs de 2^{ème} ligne (Centre de ressources et de services) + un service de prise en charge pour des demandes individuelles.

Principes : approche non religieuse des phénomènes de radicalisation. Soutien des acteurs de la FWB dans leurs missions, aide à poser un diagnostic, travail sur les problèmes rencontrés. Sensibiliser sans tomber dans la paranoïa. Travail dans la concertation et la transversalité.

Exemples : outils pour les enseignants pour évoquer le rôle des médias sociaux. Travail sur l'identitaire, l'appréhension et la gestion du fait religieux, ...

CAPREV

Le service de prise en charge individuel intervient pour des demandes de personnes déjà concernées et leurs proches : 0800/111.72 avec 5 missions définies :

- Accueil téléphonique pour citoyens et professionnels (confidentialité) ;
- Soutien psycho-social des proches ou des personnes concernées ;
- Mise en processus d'un parcours de désengagement ;
- Construction d'un ensemble de partenaires pour mener des collaborations sur un territoire ;
- Constitution d'un pôle de recherche.

5. Olivier Vanderhaeghen (Powerpoint très complet disponible)

6. Mery Alar et Fanny Argiolas

La MobilTeam du SFP Intérieur se déplace dans les communes pour soutenir et aider au développement de projets anti-radicalisme (subvention européenne). Une équipe de 4 personnes est active dont 2 pour la Wallonie ; celle-ci intervient uniquement à la demande du Bourgmestre. L'équipe recontacte ensuite la commune pour définir le cadre de la mission au travers d'une convention. L'intervention de la Mobil Team est entièrement gratuite, mais celle-ci ne dispose pas de fonds à destination des communes.

Exemple : organisation d'une journée de formation pour le personnel communal, aide à la réalisation d'une cartographie locale, échange de bonnes pratiques, mise en contact.

Projets en parallèle :

Family support : idem mais focus sur le soutien aux familles.

Projet Bounce : mise en place d'une plateforme de résilience (comment faire face aux influences négatives) : Bounce Young (pour les jeunes), Bounce Along (pour les intervenants de 1^{ère} ligne) et Bounce Up (pour former les formateurs).

7. Saliha Ben Ali

Témoignage d'une maman dont le fils radicalisé est mort en Syrie.

Installation d'un processus lent et presque invisible : idée de vouloir sauver le peuple syrien, jeune éduqué qui se posait beaucoup de questions et qui ne trouvait pas sa place dans la société comme beaucoup d'ados.

Changements de comportement : est devenu plus religieux, a perdu confiance en lui, se sentait jugé par les autres. Il souffrait de racisme à l'école.

Ses parents ne savaient pas répondre à ses questions religieuses (pas pratiquants et de plus, l'Islam n'est pas un sujet de conversation à la maison – c'est tabou), il a donc cherché des réponses à la mosquée puis chez Sharia for Belgium.

Il a arrêté les cours, a cherché du travail, mais sans succès puisque sans diplôme. Il a été refoulé à l'armée pour un problème de dos et a donc attendu les vacances pour ensuite reprendre les cours à la rentrée. Durant les vacances, il a remis en question l'islam d'aujourd'hui pour retrouver celui du prophète. Sharia for Belgium l'a endoctriné et il est parti 2 mois et demi après la première rencontre avec le groupe. Cela doit aller vite ! Il était convaincu qu'en Belgique, il ne servait à rien et qu'il allait acheter une place au paradis pour toute sa famille en partant en Syrie.

Il est mort 4 mois après son départ en Syrie, les circonstances ne sont pas connues.

Saliha a d'abord créé un groupe de paroles pour les parents dans la même détresse car rien n'existait à l'époque, puis s'est constituée en asbl pour soutenir les familles, pour apporter des outils de parentalité aux mamans (et réapprendre aux pères à jouer un rôle dans l'éducation), sensibiliser les jeunes par des animations spécifiques dans les écoles.

Il existe également des capsules vidéo (4 sont déjà disponibles).

8. Manuel Comeron

Travail au sein du PSSP de la Ville de Liège. En 2014, la Ville désigne un référent de prévention de la radicalisation violente à la demande du SPF Intérieur (15 villes sont actuellement dans le cas).

Gestion des risques et du public : mise en place d'un plan : diagnostic, définition du cadre de travail, définition d'un ou des publics à atteindre.

Mesures de prévention : pour de nombreux jeunes, la religion est un substrat identitaire : il est donc difficile d'agir sur ce point. Il faut rester vigilant sur les phénomènes de discriminations (attitude de la Police) ou le sentiment de discrimination et les facteurs psychologiques de rejet (replis communautaire /polarisation). Il faut également tenir compte de la spécificité de la sous-culture juvénile.

Par contre, la concertation de tous les acteurs et opérateurs est nécessaire dont la Police. Les niveaux d'interventions sont différents mais complémentaires. A Liège, une concertation sectorielle est prévue tous les 3 mois, plus des réunions thématiques.

La stratégie d'action préventive s'articule autour de 3 axes :

- La prévention pédagogique (renforcement de l'esprit critique dans les écoles, les maisons de quartier, les mouvements de jeunesse, les clubs de sport) auprès des jeunes ;
- La sensibilisation d'un large public : communication, coexistence pacifique, tolérance via des animations spécifiques dans certains quartiers, films, mini-débats, témoignages et la formation des travailleurs de 1^{ère} ligne (processus de radicalisation politique et religieuse, l'extrémisme musulman, formations, workshops, ...). Il est important de travailler sur ce qui relie les gens plutôt que ce qui les différencie. Ex : Liégitude ;
- L'accompagnement psycho-social des jeunes radicalisés par une équipe pluridisciplinaire soutenue par l'Université de Liège.

9. François Charles

Société Digizik : prévention par la musique.

Contexte : causes complexes du phénomène de radicalisation.

Public à toucher = population jeune, masculine, engagée (au sens large).

La musique est le sujet le plus discuté sur le net et les réseaux. But : faire passer des messages complexes à travers le média musique (hip-hop = style préféré) et influencer la cible positivement.

Concept : proposer un projet musical avec l'appui d'artistes locaux pour faire passer un message institutionnel à un public peu ouvert. Utiliser les médias de communication actuels et moderniser le dialogue entre l'institution et le public jeune (15-35 ans).

10. Laurence Meire

De manière globale, le PCS doit réduire son budget en 2017. La diminution sera basée sur le Décret actuel.

Projet radicalisme : 2 millions d'euros y sont consacrés de manière récurrente, 24 projets ont été retenus en 2016.

Les communes non sélectionnées pourront déposer un projet en 2017 en rencontrant les remarques émises avec l'aide de la DiCS.

Le nouvel appel à projet 2017 définira des critères mieux affinés.

